

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Prise d'otages

**Aujourd'hui, les salariés grecs
Demain, les salariés français !**

- Economie -

Date de mise en ligne : mercredi 5 mai 2010

Démocratie & Socialisme

Le gouvernement, le Medef, les grands médias toujours aussi prompts à dénoncer les « prises d'otages » lors de chaque grève à la SNCF n'ont pas un seul mot pour condamner la gigantesque prise d'otages des salariés grecs par les spéculateurs, habillés du nom plus aimable d' « investisseurs » ou de « marchés financiers ».

Tout y est pourtant : (voir l'article : [Chronologie d'une prise d'otage avec demande de rançon](#)) depuis la prise d'otages de gens innocents jusqu'au chantage sans cesse plus pressant pour augmenter le montant de la rançon.

La mise sous tutelle de la Grèce

« Il y aura une surveillance continue, peut-être aussi sans précédent par rapport à ce que nous faisons avec d'autres pays » explique (Le Monde.fr avec AFP, le 02/05/2010) un porte-parole de la Commission européenne.

Pour le FMI, comme pour la Commission européenne, les politiques mises en place par le gouvernement grec devront être ajustées en permanence. Ce qui signifie que la rançon exigée des salariés grecs n'a pas fini d'augmenter

La Banque Centrale européenne estime que « l'ajustement budgétaire ambitieux et les vastes réformes structurelles sont appropriés pour remplir les objectifs ». Elle rappelle, elle aussi, que des mesures supplémentaires pourraient s'avérer nécessaires.

Ces mesures ne permettront pas à la Grèce de redresser son économie. En diminuant de façon aussi brutale la demande intérieure, elles plongeront, au contraire, ce pays dans une profonde récession. Mais ces mesures n'ont pas pour objectif de redresser l'économie grecque. La Commission européenne et le FMI (selon son habitude) jouent là le rôle d'une agence de recouvrement de fonds. Tant pis s'il faut, pour rembourser ses créanciers, que l'économie grecque s'effondre comme cela avait été le cas pour le Mexique, le Brésil, l'Argentine et tant d'autres, victimes du FMI et de ses « plans d'ajustement structurels ».

La faute aux agences de notation ?

Difficile d'y répondre, si l'on écoute Sarkozy et Copé. Utilisant la même image, ils affirment, en effet, exactement le contraire l'un de l'autre. Pour Copé, les agences de notation ne sont que des « baromètres ». Pour Sarkozy, « les agences de notation font la pluie et le beau temps ». Pas besoin d'altimètre, néanmoins, pour juger de la hauteur de la pensée à l'UMP.

Plus prudent, Dominique Strauss Kahn estime qu'« il ne faut pas trop croire ce qu'elles disent, mêmes si elles ont leur utilité ». Ce qui nous avance beaucoup.

En réalité, ces agences de notation n'ont le pouvoir exorbitant de mettre à genoux un État que parce que la libre circulation des capitaux, le contenu des traités européens et l'absence de toute mesure de régulation de la spéculation financière les y autorisent.

La proposition de remplacer ces agences de notation par une agence de notation européenne publique n'est qu'une aimable plaisanterie. Personne, en Europe, n'a le pouvoir de faire disparaître ces agences de notation qui sont des entreprises privées ayant leur siège aux Etats-Unis. Croire que les spéculateurs se fieraient à cette agence publique, plutôt qu'à Moody's, Fitch Rating et Poor's and Standard, est aussi illusoire que d'interdire la publication des sondages la veille d'une élection française alors qu'il suffit de consulter les sites de « La Tribune de Genève » ou du « Soir » de Bruxelles.

La faute à Angela Merkel ?

Tout cela serait la faute d'Angela Merkel, la « dame de plomb », hantée par la crainte obsessionnelle de l'Allemagne de l'inflation et du laxisme budgétaire qui pourrait l'engendrer. Une Chancelière, capable, de surcroît, de subordonner l'intérêt supérieur de l'Union européenne aux résultats des élections régionales de la Rhénanie-du Nord-Westphalie, le 9 mai.

La Chancelière a bon dos. Le capital allemand qu'elle sert fidèlement, a certes des intérêts spécifiques, différents de ceux du capital français, britannique ou italien. Mais tous les dirigeants européens ont un objectif commun (accepté avec plus ou moins de réticences par les sociaux-démocrates grecs, portugais ou espagnols) : rétablir les finances publiques mises à mal par la crise de 2008-2009 en faisant régler l'addition aux seuls salariés de chacun des pays européens et en profitant de l'occasion pour accentuer les « réformes de structures » qu'ils prônent avec obstination depuis tant d'années.

L'Union européenne a lâché ses chiens de garde

En réalisant, dès le lendemain du 25 mars, les prêts accordés à la Grèce, l'Union européenne aurait pu mettre immédiatement un terme à la spéculation. Ce n'était visiblement pas ce qu'elle souhaitait.

La lenteur de la mise en oeuvre du « plan d'aide » à la Grèce ne peut s'expliquer, en effet, que par la volonté de laisser le champ libre aux spéculateurs, aux agences de notation et au FMI pour augmenter la rançon exigée du peuple grec. Un peuple qui n'a pourtant aucune responsabilité dans les tripatouillages de Caramanlis et la montée de la dette due à la crise de 2008-2009. Une crise dont les spéculateurs portent l'entière responsabilité.

Il s'agit, pour les dirigeants européens, non seulement de donner une leçon aux salariés grecs mais de faire un exemple à l'usage des salariés de tous les autres pays européens. En lâchant leurs chiens de garde (les spéculateurs et le FMI) les dirigeants européens espèrent que les salariés européens n'oseront plus s'opposer aux plans d'austérité que, partout, ils préparent. Des plans destinés à faire payer aux seuls salariés la résorption des déficits colossaux générés par la crise bancaire et le colmatage des banques, par la crise économique et le renflouement des profits.

Le 2 mai, Angela Merkel déclarait au « Bild am Sonntag » (Le monde du 02/05/2010) : « *Tous les experts estiment que le Portugal, l'Espagne et l'Irlande sont en bien meilleure forme que la Grèce. Ces pays peuvent voir que le chemin pris par la Grèce aux côtés du FMI n'est pas facile. En conséquence, ils vont faire tout leur possible pour éviter de se retrouver dans une telle situation, et ils ont déjà annoncé des plans d'économie* ». Quel aveu ! C'est bien pour faire peur aux salariés européens en les menaçant des foudres des spéculateurs et du FMI que les dirigeants européens ont soumis la Grèce à un aussi long chantage. Il est tout à fait significatif qu'aucun dirigeant européen n'ait cru opportun de s'inscrire en faux contre un tel discours. C'est bien au nom de tous les chefs d'État et de

gouvernement européens que s'exprimait ainsi Angela Merkel.

Les salariés portugais et espagnols dans le collimateur des spéculateurs

Le scénario grec comment à s'appliquer maintenant au Portugal et à l'Espagne.

Le 27 avril, la note de la dette du Portugal est dégradé de deux crans par Standard & Poor's de A+ à A-. Les taux d'intérêts des obligations d'Etat à 10 ans grimpent à 5,9 % contre 4,15 % il y a trois semaines.

Le montant de la rançon augmente en conséquence. Le premier ministre social-démocrate, José Socrates, avait déjà mis sur pied un plan d'austérité prévoyant un gel des salaires dans la Fonction publique et des coupes dans les dépenses sociales. Sous la pression des spéculateurs, il décide d'appliquer dès 2010, des mesures initialement prévues pour les années suivantes.

Le 27 avril également, l'agence de notation Standard & Poor's décide de baisser la note de la dette espagnole de AA+ à AA. Le 28 avril, les taux à dix ans des obligations d'Etat espagnoles à 10 ans passent à 4,22 % contre 4,05 % la veille.

Standard & Poor's (dépassant quelque peu son rôle d'agence de notation) se joint à la curée en affirmant ne pas se satisfaire du premier plan de rigueur du premier ministre social-démocrate, José Luis Zapatero et en estimant que « *des mesures additionnelles de rigueur devraient être nécessaires* ».

Sans mettre de guillemets à « PIIGS », le Monde du 28 avril estime que « *Les autres PIIGS* » sont sous pression ». Les PIIGs en question sont, outre la Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'Italie et l'Espagne. L'Irlande venait, en effet, de voir le taux de ses obligations d'État à 10 ans augmenter de 5,10 % à 5,45 %.

Demain les salariés français

La dette publique française s'élève, en 2009, à 77,6 % du PIB. Elle est donc nettement inférieure à celle de la Grèce ou de l'Italie : 115,1 % et 115,8 %. Mais elle est supérieure à celle du Portugal (76,8 %), de l'Irlande (64 %) et de l'Espagne (53,2 %) en butte, dès aujourd'hui, aux assauts des spéculateurs.

Le déficit public français, s'il est supérieur à celui de l'Italie (5,3 %), est nettement inférieur à celui de la Grèce (13,6 %), de l'Irlande (14,3 %), de l'Espagne (11,2 %) ou du Portugal (9,4 %). Avec un déficit de 7,5 %, la France reste cependant très loin des 3 % exigés par le traité d'Amsterdam.

Tôt ou tard, les spéculateurs, avec la bénédiction de l'Union européenne s'attaqueront donc à la dette publique française et exigeront des salariés français qu'ils acceptent un plan de rigueur mettant à leur seule charge la résorption du déficit public.

Déjà, le 28 avril, en Seine-Saint-Denis, François Fillon agitait l'épouvantail de la crise grecque pour faire passer sa contre-réforme des retraites. Plus directement, encore, le conseiller de Nicolas Sarkozy, Alain Minc, déclarait le 30

avril sur RTL : « *Aujourd'hui, la politique économique française est accrochée à un principe ne pas perdre le triple A que nous donne les agences de notation et, de ce point de vue, la réforme des retraites est clé car c'est un signe envoyé aux marchés financiers* ».

Il est urgent, en effet, d'envoyer aux spéculateurs un « signe, » mais d'un tout autre ordre, en faisant ravalé au gouvernement sa contre-réforme des retraites

Le risque d'une nouvelle crise monétaire, bancaire et financière

L'Union européenne a joué les apprentis-sorciers en retardant la mise en oeuvre de son « plan d'aide à la Grèce » pour faire de ce pays un exemple aux yeux de tous les salariés européens. Elle a joué avec le feu en faisant appel au FMI pour faire face aux problèmes de liquidités d'un pays qui pèse moins de 3 % du PIB européen.

Les spéculateurs ne peuvent maintenant que douter de la volonté et des possibilités de l'Union européenne de venir en aide au Portugal et surtout à l'Espagne (4ème économie de la zone euro). Et comme leur seul objectif est de s'en mettre plein les poches et d'aller voir ailleurs si l'herbe est encore plus verte, ils chercheront à exploiter à fond ce qu'ils interprètent comme une incapacité de la zone euro à défendre ses États-membres et sa monnaie.

Les banques françaises, allemandes, suisses et autrichiennes ont investi des centaines de milliards d'euros dans le capital de banques grecques, portugaises et espagnoles. Pour la seule Grèce, le gouverneur de la Banque de France, estime les risques (l'« exposition ») des banques française à 50 milliards d'euros. En retardant l'application de son « plan d'aide » à la Grèce, les dirigeants européens ont laissé le champ libre aux spéculateurs qui ont déjà commencé à s'attaquer aux actions des banques grecques, portugaises et espagnoles mais aussi françaises et allemandes. Selon le Financial Times du 16/04, les principales banques grecques avaient déjà subi des retraits de dépôt de 10 milliards d'euros au cours des deux derniers mois. La faillite de l'une ou de plusieurs de ces banques, avec l'habituel effet domino propre à ce secteur, pourrait nous ramener à une situation proche de celle de 2008, avec toutes les conséquences pour les finances publiques d'avoir à effectuer un nouveau sauvetage des banques.

En poussant partout à accélérer l'austérité, sous prétexte de résorber le plus rapidement possible les dettes et les déficits publics, l'Union européenne prend le risque de faire plonger l'Europe dans la récession et donc d'accroître encore dettes et déficits publics. Exiger que l'Espagne dont le taux de chômage est passé, en 3 ans, de 7,5 % à 20,5 % de la population active mette en oeuvre un plan de rigueur salariale est emblématique de cet aveuglement des dirigeants de l'Union européenne. Prisonniers de leurs dogmes néolibéraux, ils ne comprennent pas qu'étouffer la demande salariale, c'est étouffer l'économie. Ils ne comprennent pas qu'étrangler l'économie espagnole, portugaise ou grecque, c'est étrangler l'économie allemande ou française en la privant d'une partie déterminante de ses débouchés.

Solidaires des salariés grecs, portugais, espagnols

Le gouvernement, les grands médias cherchent à opposer les Grecs « indolents et laxistes » aux autres salariés européens. Ce sera, ensuite, le tour des salariés des autres pays du « Club Med » ou de ceux des « PIIGS ». Puis ce sera le tour des Français, « ces fantaisistes, porteurs de baguettes de pain sous le bras et de bérets basques ».

Dans cette prise d'otages, il y a d'un côté les otages actuels ou futurs : les salariés grecs, portugais, espagnols,

français... De l'autre côté, les preneurs d'otages : les spéculateurs, le FMI, la commission européenne, le conseil de l'Europe, les gouvernements européens qui impulsent (les gouvernements de droite) ou qui acceptent (les gouvernements sociaux-démocrates grec, portugais ou espagnol) les plans d'austérité dirigés contre le salariat.

Les syndicats grecs préparent, dans l'unité, une grève générale, le 5 mai contre les diktats du FMI, de l'Union européenne et des spéculateurs. L'intérêt de tous les salariés d'Europe est que cette grève soit le coup d'envoi d'un soulèvement des salariés grecs qui permette de desserrer l'étreinte fatale des plans d'austérité.

La meilleure façon de leurs venir en aide est de refuser, de notre côté, tout plan d'austérité, à commencer par la contre-réforme des retraites que veulent nous imposer le gouvernement et le Medef.

Annuler la dette publique

Les pays d'Amérique Latine, d'Asie du Sud Est, d'Afrique subissent depuis des dizaines d'années le fardeau d'une dette qui a servi de levier pour leur imposer des réformes « structurelles » néolibérales à répétition, pour orienter leurs économies vers la finance et l'exportation au détriment de la satisfaction des besoins sociaux de leurs populations.

La dette publique des États européens va jouer, comme le montre le laboratoire grec, exactement le même rôle et servir de levier au FMI et aux dirigeants européens pour imposer leurs « réformes structurelles » aux dépens des salaires, des retraites, des systèmes de protection sociale, des services publics.

Il n'est pas possible de laisser assassiner les droits sociaux des salariés européens au nom du remboursement d'une dette totalement illégitime, fruit des baisses d'impôts des riches, des intérêts dus aux rentiers et du renflouement des banques lors de la crise 2008-2009.

L'annulation de la dette publique ne serait, de toute façon, que justice car elle permettrait de reprendre d'un seul coup aux spéculateurs (autre nom des riches et des rentiers) les baisses d'impôts dont ils profitent depuis tant d'années et les intérêts qu'ils perçoivent depuis si longtemps.

Annuler la dette publique ne serait rien d'autre, aujourd'hui, face à la meute des spéculateurs lâchée sur les salariés européens, qu'une question de légitime défense.

Jean-Jacques Chavigné